



Compte rendu CTL suppressions d'emplois 11/01/2016 2ème convocation

Les élus CGT Finances Publiques, après avoir boycotté la 1ère convocation, ont lu leur déclaration, puis ont indiqué, tout comme les élus SOLIDAIRES Finances Publiques, qu'ils ne participeraient pas à un débat biaisé d'avance, puisqu'il y avait encore 10 suppressions d'emplois en Ardèche (-4A, -4B, -2C)

Avant de quitter la salle, un échange a eu lieu avec la Présidente du CTL.

La Présidente a **consenti qu'il était de plus en plus difficile pour les agents en Ardèche d'exercer leurs missions de Service Public** dans de bonnes conditions, mais elle ne fait qu'appliquer les décisions gouvernementales. **Elle a tout de même précisé** que dans la situation actuelle (Réduction des dépenses publiques, risque terrorisme), **il était normal que la DGFIP supporte une bonne partie des suppressions d'emplois** afin que l'Education Nationale, la police, l'Armée soient renforcées.

Nous lui avons indiqué avec force, que c'était bien plus qu'un effort que subissait la DGFIP, mais une destruction. En effet la DGFIP supporte **45 % des emplois supprimés dans la Fonction Publique, alors qu'elle ne représente que 6 % des effectifs.**

Que lorsque des burnouts, suicides, etc se multiplieront du fait de la dégradation des conditions de travail et du mépris affiché par la DG et les politiques envers les agents de l'état, elle aurait sa part de responsabilité !

Que lorsque le Sénat annonce vouloir rétablir le jour de carence et le pousser à 3 comme dans le privé (alors que l'absentéisme dans la fonction publique d'état est moins important que dans le privé (2,4% contre 2,9%)), (on ne choisit pas d'être malade, ou d'être épuisé psychologiquement), que Macron dénigre constamment les fonctionnaires, etc, cela véhicule l'image du fonctionnaire fainéant, et participe au mal-être des agents.

Nous avons abordé le sujet des centres de contact. Un va être créé à Valence dans la Drôme. La Présidente s'en réjouit et souhaiterait l'appliquer en Ardèche. Cela déchargerait les agents du téléphone et améliorerait donc les conditions de travail. De plus étant très difficile pour les usagers de joindre les services des finances publiques en Ardèche, même pour la Direction, ce serait un progrès pour les usagers.

La Présidente a également indiqué que l'organisation de travail dans ces centres est bien pensée. Les agents travaillent dans de bonnes conditions.

Nous lui avons indiqué que ce n'était qu'un outil de plus pour à terme, supprimer encore plus d'emplois. **Les agents déjà en poste se sont mis en grève à plus de 75% il y a quelques mois** et pour eux le progrès n'a pas l'air si grand que cela !

On voit bien les difficultés que les usagers peuvent rencontrer avec les plateformes téléphoniques qui se développent de plus en plus (mutuelles, assurances, banques,...). Ces centres de contact seront totalement déconnectés du tissu fiscal local, et en rupture totale avec la relation humaine dont sont demandeurs les gens !! Même si on veut nous faire croire le contraire !

Afin qu'une relation de confiance puisse s'établir et plutôt que d'isoler les gens derrière leur ordinateur, ne serait-il pas temps, à une époque où le gouvernement nous parle de Solidarité entre les Français, de donner des moyens humains aux Services Publics. Rien ne remplacera jamais un contact physique et verbal, pour trouver des solutions que l'immatériel ne trouvera pas...

Enfin, les suppressions étant inéluctables et allant en s'amplifiant, **la Présidente** trouve dommage qu'on doute de sa sincérité et **regrette que l'on ne travaille pas avec elle pour réorganiser les services en Ardèche.**

Dans notre réponse nous lui précisons que **nous trouvons désolant que nos revendications ne soient pas prises en compte, et que nous refusons de participer à une co-gestion** de la politique du toujours pire.

Nous lui rappelons aussi que les agents, au prix d'efforts constants, ont dû faire autant avec moins de moyens et se retrouvent aujourd'hui à devoir abandonner des missions. Les agents ne sont pas prêts à déprécier leurs missions et demandent des moyens humains suffisants pour accomplir leur travail dans de bonnes conditions.

La CGT Finances Publiques Ardèche met l'humain au cœur de ses revendications.